



03 avril 2012

COMPTE RENDU DE L'AUDIENCE AVEC M. DAVIES – adjoint de la D.R.H.

Suite au boycott de la CAP des adjoints administratifs, M. DAVIES a reçu une délégation intersyndicale.

Il comprend l'émoi des représentants du personnel concernant la diminution des ratios pro/pro et explique que cette diminution est liée à la structure pyramidale atypique du corps (pyramide inversée rare). Concernant les taux de 2012, 2013 et 2014 de ratios pro/pro, il indique qu'ils ont été notifiés par la DGAFP avec l'accord des Finances Publiques et qu'il n'est pas possible d'obtenir une augmentation !

Commentaires :

Pour la CFDT, si l'administration le souhaitait, elle pourrait renégocier ces taux, mais manifestement, elle n'en a pas la volonté.

M. DAVIES propose un travail commun pour mesurer l'impact de ces ratios sur la promotion des 3 grades (connaître les départs en retraite) et de faire une simulation des taux sur 3 ans pour vérifier s'il y a une situation de blocage. Il doit y avoir une nécessité de lisibilité.

Commentaire :

C'est nouveau ! l'administration est incapable de procéder elle-même à des simulations et à des prospectives concernant le corps des adjoints administratifs. Elle refile le bébé aux élus.

Le 2^{ème} aspect qu'il voit est le régime indemnitaire et notamment la PFR.

Il nous indique à cette occasion que la PFR concernant les C sera un système assez simple.

Commentaire :

On voit déjà ce que cela donne pour les A et B. Où est la simplicité ?

L'avantage avec la PFR sera la disparition du taux de plafond de l'IAT.

Commentaire :

Mais pas d'augmentation de l'enveloppe globale. Donc pour augmenter un adjoint, il faudra bien en baisser un autre.... Sur quels critères ?

En conclusion, il affirme qu'aucune marge de manœuvre n'est possible pour 2012 concernant les taux pro/pro, mais propose des réunions d'échanges pour vérifier qu'il n'existe pas une situation de blocage. Si constat de blocage, un dossier sérieux devra être monté pour négocier une évolution des taux.

Commentaire :

C'est affligeant ! l'administration elle-même reconnaît qu'elle ne travaille pas sérieusement. C'est pour cela qu'il faut maintenir la pression....

A SUIVRE.....